

Assemblée Générale Mixte des Actionnaires 2014

Mardi 20 mai 2014
Paris La Défense



Gouvernance

Evolution du Conseil de Surveillance

Nouveau
Président

Nouveau
membre

5
membres
indépendants

40%
taux de mixité



S. Boissard



B. Bigot
Vice-Président



P. Blayau
Président



C. Cheremetinski



P. Faure



F. David



G. Saucier



C. Gégout



P. Sellal



L. Dubois-
Destrizais



C. Béhar



A. Lemarchand



J.M. Lang

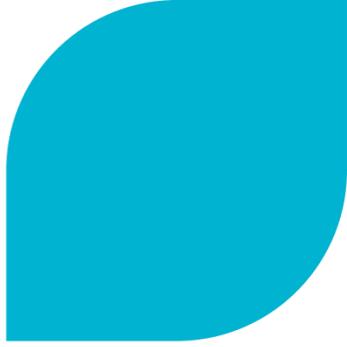


F. Pieri



P. Pinson

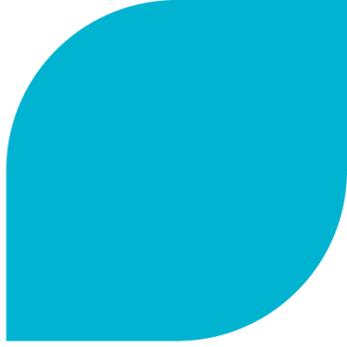
Pierre Blayau, nommé Président du Conseil de Surveillance



Biographie

- **1978** : à sa sortie de l'ENA, Pierre Blayau choisit l'Inspection des Finances, cela après avoir été diplômé de l'Ecole Normale Supérieure de Saint Cloud, de l'IEP et de l'ENA (Promotion Mendes France)
- **1982** : appelé par Roger Fauroux et Jean-Louis Beffa, Pierre Blayau se tourne vers l'industrie et entre comme directeur du plan chez Saint Gobain, il y occupe successivement les postes de Directeur financier, Directeur général et enfin succède à Francis Mer comme Président de Pont-à-Mousson
- **1993** : Pierre Blayau devient Président du Directoire du groupe PPR
- **1994 - 1995** : Pierre Blayau prend la présidence de la FNAC
- **1996** : sollicité par Jean-Charles Naouri, Pierre Blayau rejoint le groupe Moulinex comme Président du Directoire
- **1998** : François Pinault nomme Pierre Blayau Président du Stade Rennais
- **2001** : Louis Gallois, alors Président du groupe SNCF, demande à Pierre Blayau de devenir Président Directeur Général de Geodis
- **2005** : Bertrand Méheut nomme Pierre Blayau, Président du PSG
- **2008** : après l'OPA du groupe SNCF sur Geodis, Pierre Blayau est nommé, par Guillaume Pepy, Directeur Général de SNCF Geodis, qui est la branche transport et logistique de SNCF
- **2013** : nomination à la présidence du Conseil de Surveillance d'AREVA

Autorisations préalables du Conseil de Surveillance



Le Conseil de Surveillance, organe de supervision de la société, est régulièrement tenu informé par le Directoire de la marche des affaires et de l'activité du groupe. Il procède aux vérifications et contrôles qu'il juge nécessaires.

Le Conseil de surveillance donne également au Directoire les autorisations préalables à la conclusion de certaines opérations, en particulier :

- dans la mesure où elles portent sur un montant supérieur à **80 millions d'euros** : émission de valeurs mobilières, opérations significatives susceptibles d'affecter la stratégie du groupe et de modifier sa structure financière ou son périmètre d'activité, cessions de participation, emprunts, etc, et ;
- dans la mesure où elles portent sur un montant supérieur à **20 millions d'euros** : projets et décisions d'investissement portant création ou augmentation de capacité d'un site, acquisitions ou prises de participation dans des sociétés créées ou à créer.

Les travaux du Conseil de Surveillance

9

réunions
en 2013

Stratégique et
Investissements

Présidence : Pierre Blayau

Audit

Présidence : Guylaine Saucier

Rémunérations
et Nominations

Présidence : François David

Suivi des obligations
de fin de cycle

Présidence : Christophe Gégout

Éthique

Présidence : Sophie Boissard

92%

taux de
présence

5

comités

Comité Stratégique et des Investissements :

Présidence : Pierre Blayau

Missions :

- **éclairer le Conseil de Surveillance sur les objectifs stratégiques d'AREVA** et de ses principales filiales ;
- apprécier le bien-fondé et les conséquences des décisions stratégiques proposées par le Directoire ;
- **veiller à l'application de la politique stratégique d'AREVA et à sa mise en œuvre**

Composition : 7 membres

Taux de présence : 86 % avec 5 réunions en 2013

Principaux sujets étudiés :

- le projet de partenariat stratégique pour la filiale EURIWARE ;
- **la stratégie d'AREVA en Chine ;**
- le projet de partenariat relatif au réacteur EPR de Hinkley Point au Royaume-Uni ;
- **la stratégie d'AREVA concernant les Énergies Renouvelables.**



AREVA & Vous



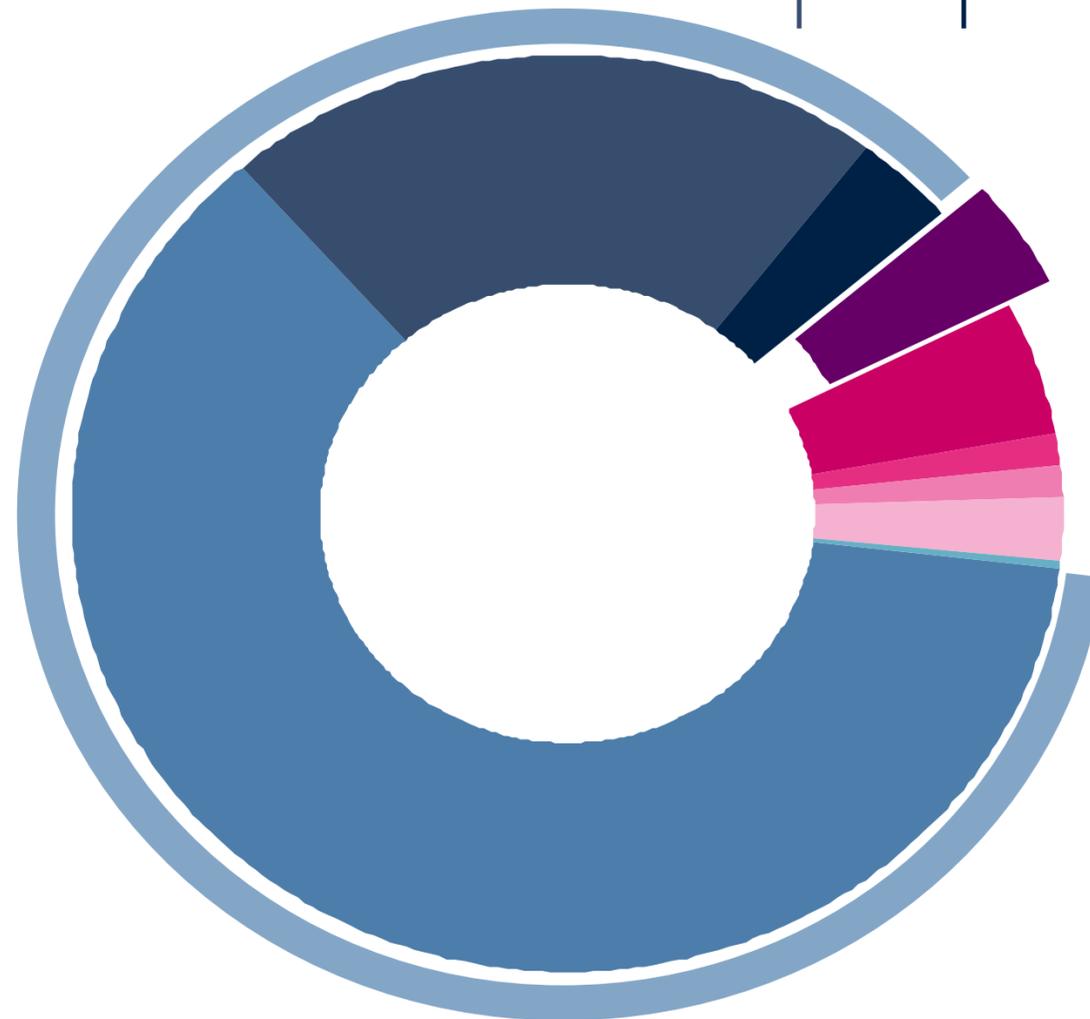
Répartition du capital AREVA au 31 décembre 2013

Secteur Public
86,5 %

CEA
61,5 %

Etat
21,7 %

BPI-France Participations
3,3 %



Flottant	4,1%
KIA	4,8%
TOTAL	0,9%
Salariés*	1,2%
EDF	2,2%
AREVA	0,2%

* Dont 0,2 % Framépargne

CEA : Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives

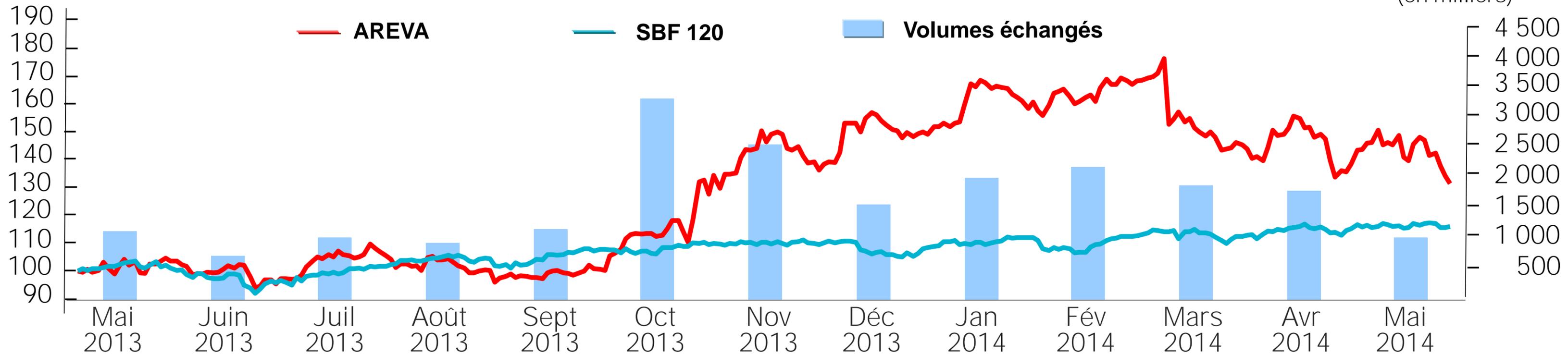
KIA : Kuwait Investment Authority

BPI-France Participations : Banque Publique d'Investissement France Participations

Évolution du cours de l'action depuis le 7 mai 2013

Cours du titre
(base 100)

Volumes mensuels
(en milliers)



	Au 30 avril 2013		Au 30 avril 2014	
	Objectif de cours (€)	Recommandation	Objectif de cours (€)	Recommandation
Cheuvreux	24,8	Outperform	-	-
CM-CIC	21,0	Achat	21,0	Achat
Kepler	18,0	Achat	En cours de revue	Achat
Natixis Securities	20,0	Achat	24,8	Achat
Oddo	-	-	23,0	Achat
Société Générale	12,5	Conserver	16,5	Vente

Relations Actionnaires : les nouveautés

Visites
de sites

Visite Actionnaires
de la Hague
le 15 novembre 2013



Guide
des
Action-
naires

Mise à disposition
en mars 2014

ÊTRE ACTIONNAIRE
d'AREVA
Édition 2014

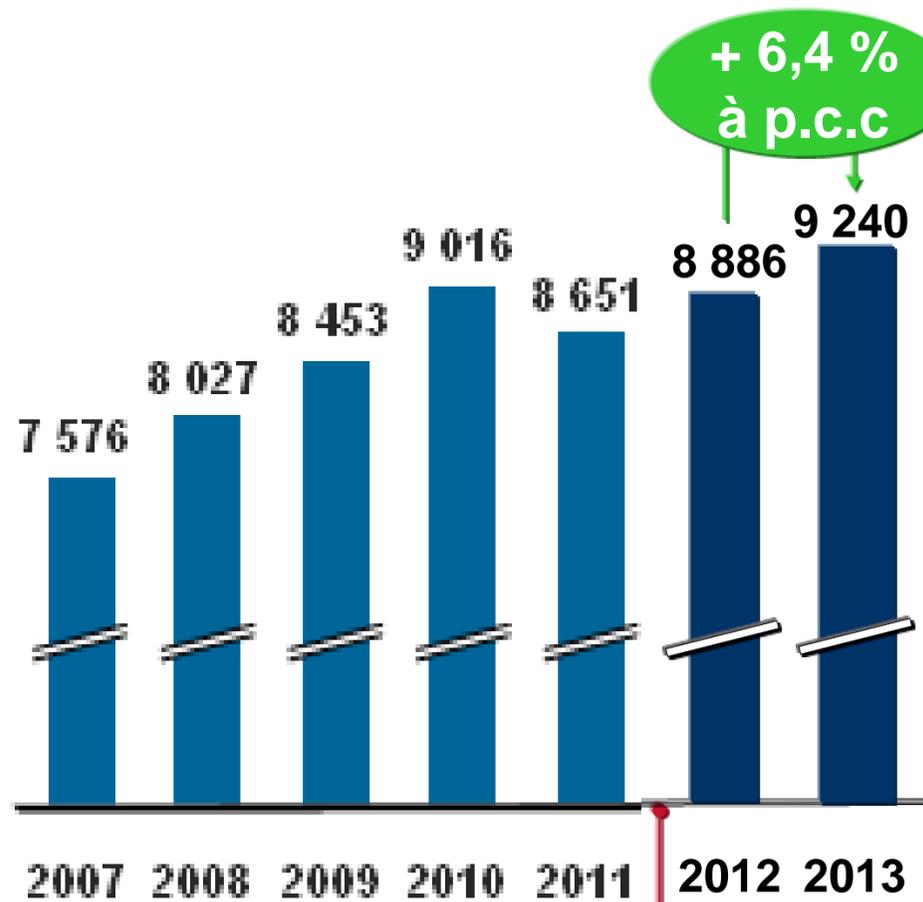


Faits marquants 2013

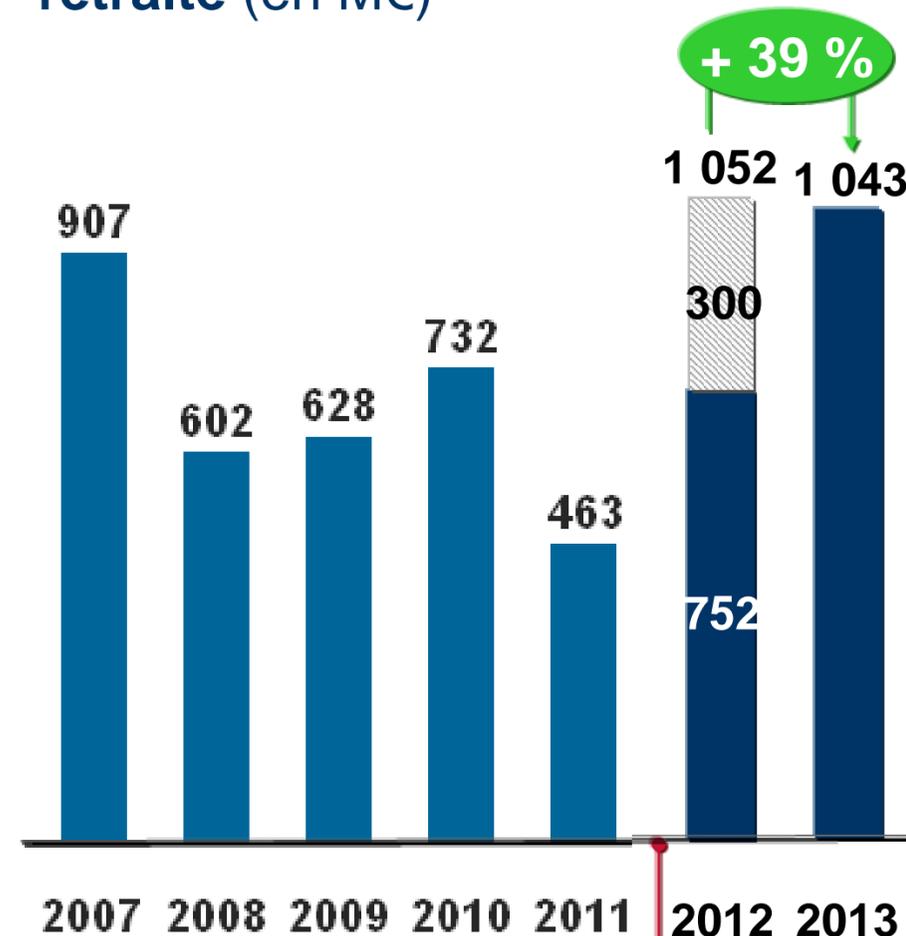
2013 :

2^{ème} année d'exécution du plan Action 2016

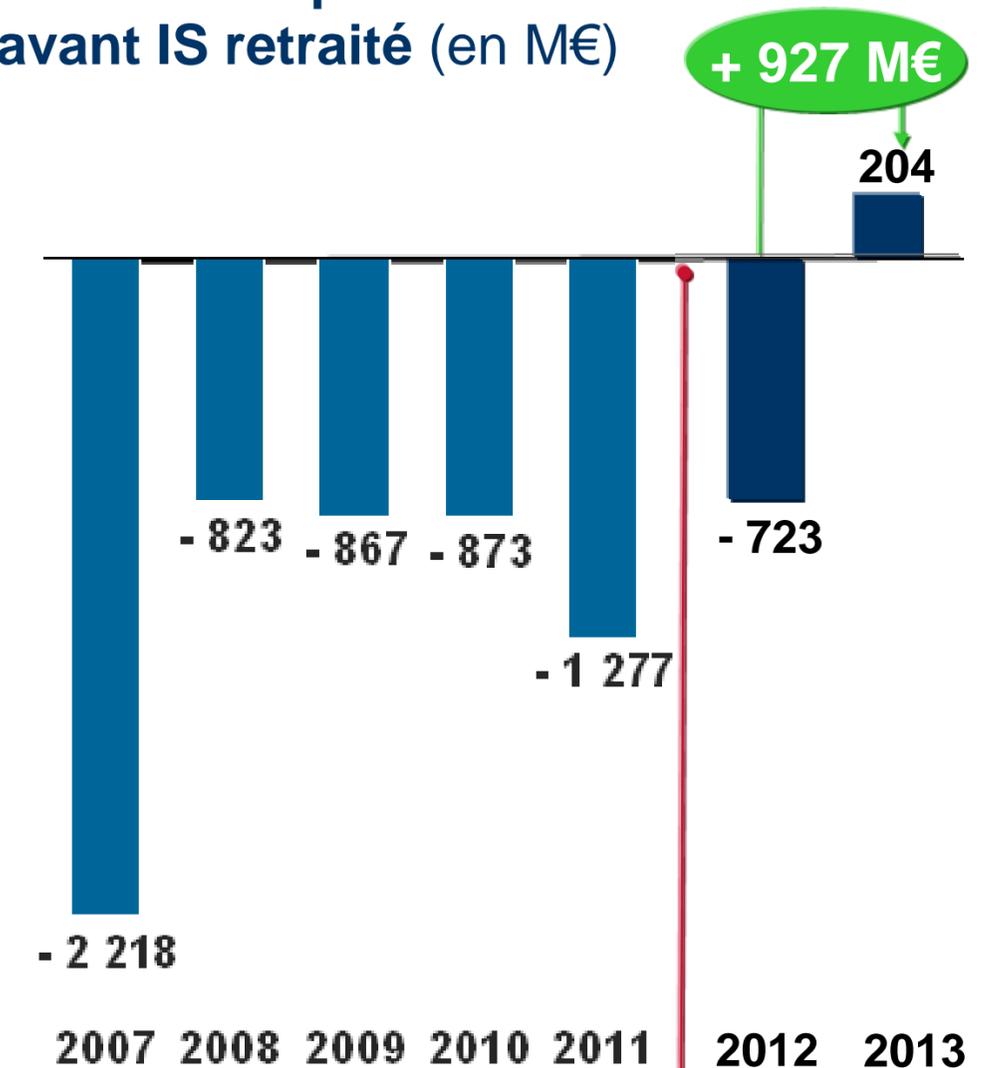
Chiffre d'affaires
(en M€)



Excédent Brut d'Exploitation
retraité (en M€)



Cash-flow opérationnel libre
avant IS retraité (en M€)



AREVA
l'avenir pour énergie

Résultats 2013 : **Jalon financier clé atteint ...**

- Objectif du cash-flow opérationnel du plan Action 2016 atteint :
 - **Cash-flow opérationnel libre à l'équilibre**
pour la 1^{ère} fois depuis 2005
- Performance des activités nucléaires :
 - **Chiffre d'affaires : + 7,1 % à p.c.c.**
 - **EBE* : + 39 % vs 2012 ; 11 % du chiffre d'affaires**
 - Cash flow opérationnel libre significativement positif

* Retraité en 2012 des plus-values de cessions et de l'indemnité d'assurance OL3

... Malgré une conjoncture difficile et le poids de projets lancés dans les années 2000

Conjoncture défavorable sur le marché de l'enrichissement

120 M€

de pertes de valeur sur les actifs
ETC et EREF

Difficultés sur 3 projets lancés dans les années 2000

OL3 :

provision pour perte à terminaison de **425 M€**

Contrat de modernisation de centrale :
provision pour perte à terminaison de **141 M€**

Conjoncture défavorable dans l'Eolien et le Solaire et difficultés d'exécution des projets solaires

Contrat de réacteur de recherche :
négociations en cours

- 238 M€
sur le résultat net

Limiter l'impact financier

des projets lancés dans les années 2000 (1/2)

Contrat construction EPR (Olkiluoto 3)

Maîtrise de l'exécution

- Avancement construction physique à 86 % à fin 2013
- Focalisation en 2014 sur les activités sur le chemin critique
- Succès des essais d'étanchéité de l'enceinte de confinement du réacteur
- Début des tests du système de contrôle-commande sur le site d'AREVA à Erlangen (Allemagne)
- Validation du plan d'ensemble du système de contrôle-commande

Actions avec le client

Recherche d'un accord avec TVO sur les conditions permettant l'engagement sur un planning partagé (notamment sur les phases d'essais)



Limiter l'impact financier des projets lancés dans les années 2000 (2/2)

	Maîtrise de l'exécution	Actions avec le client
Contrat modernisation de centrale	<p>Arrêt de tranche en cours en 2013 (fin prévue en 2014)</p>	<p>Plusieurs avenants conclus depuis le début du projet (dont 2 signés en 2013)</p>
Contrat réacteur de recherche	<p>Pose du dôme en décembre 2013 Priorité donnée à la finalisation des études techniques de détail</p>	<p>Négociations en cours sur la prise en charge du coût des évolutions</p>

S'attaquer aux défis du marché des énergies renouvelables

Contexte

Mouvements de consolidation engagés dans le secteur et atonie commerciale

Rentabilité des projets solaires fragilisée par les difficultés d'exécution des têtes de série

Actions engagées par AREVA

Consolider sa position via des partenariats stratégiques

- Energie éolienne : création d'un champion européen avec Gamesa
- Energie solaire : discussions engagées au S2 2013
- Stockage d'énergie : projet de JV en cours de finalisation dans l'électrolyse

Restructurer

- Bioénergie: restructuration au Brésil

Conséquences comptables

Application IFRS 5 : les activités Energie éolienne et Energie solaire ne contribuent plus au chiffre d'affaires ni aux soldes intermédiaires de gestion

Faits marquants groupe 2013 (1/2)

JANVIER

22

Fin de
l'installation
des composants
lourds de
Taishan 1 (Chine)

FEVRIER

18

Annonce d'un
record de
production
d'uranium en
2012

MARS

29

Mise en production
commerciale
de l'usine Georges
Besse II Nord

AVRIL

25

Accords
stratégiques
avec la Chine

MAI

3

Négociations
exclusives avec
la Turquie pour
la construction
de 4 réacteurs
ATMEA1

JUIN

5

Succès du plan
actionnariat salarié

7

Accords stratégiques
avec le Japon

24

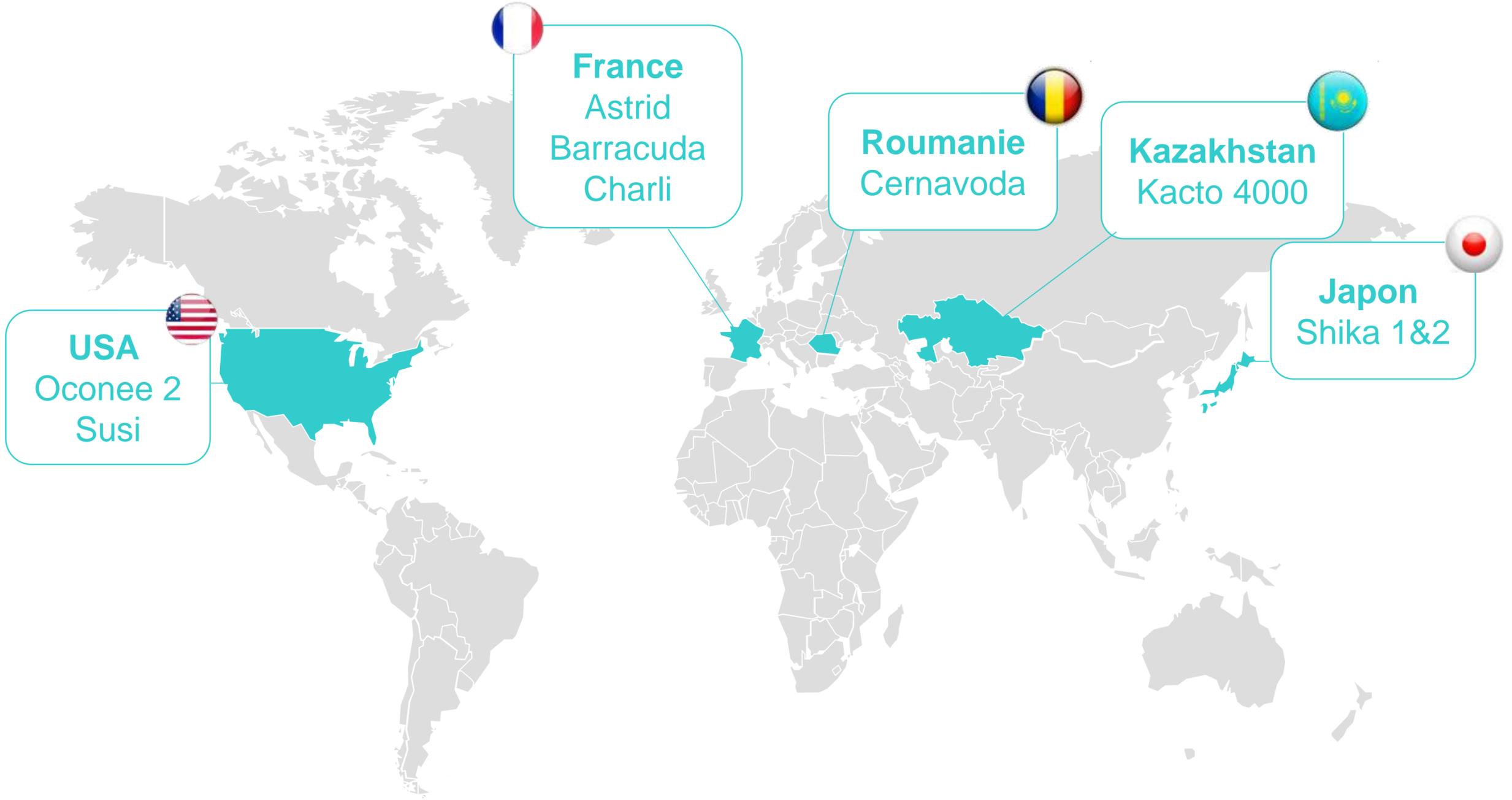
Nomination de Pierre
Blayau en tant que
Président du Conseil
de Surveillance



Faits marquants groupe 2013 (2/2)



Succès projets 2013



Exemples

Résultats annuels 2013

Equilibre du cash-flow opérationnel libre : objectif atteint

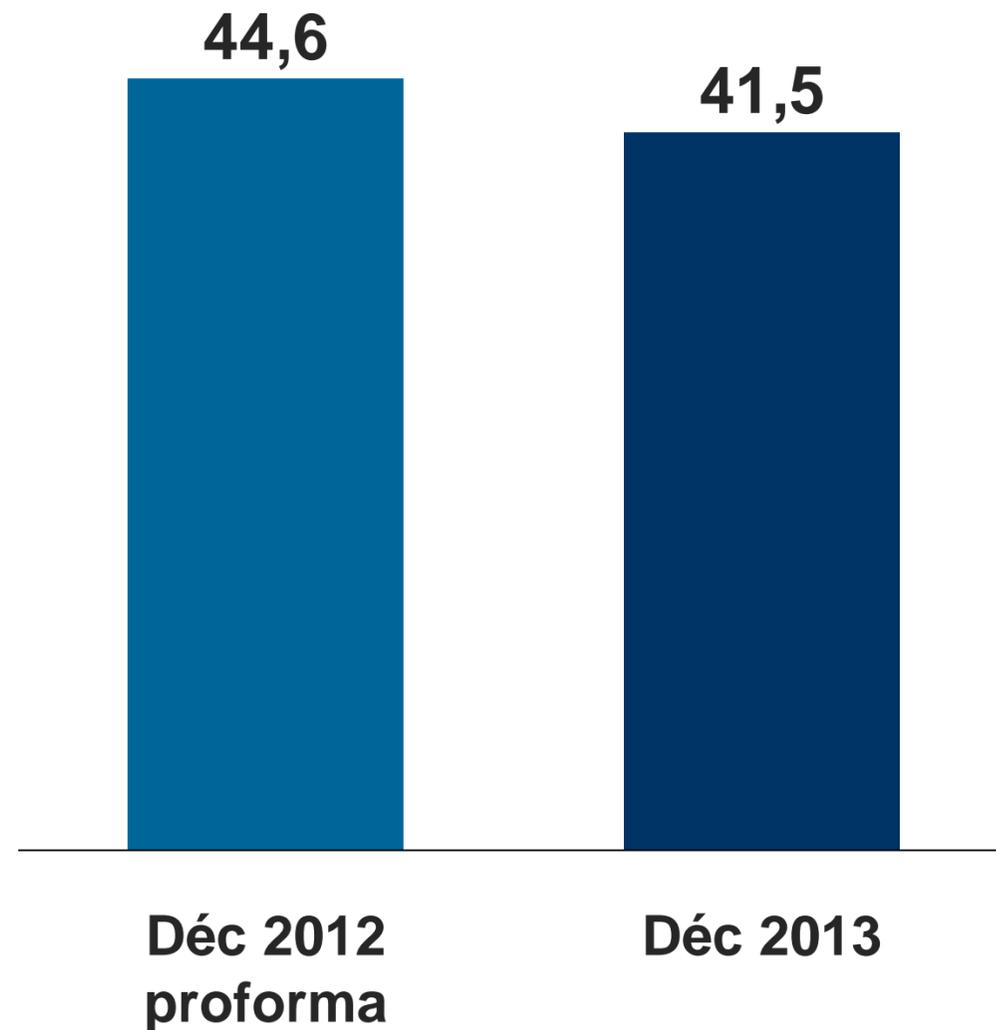
	Perspectives 2013	Réalisé 2013 (périmètre 2012)	<i>Energie éolienne Energie solaire traitées en IFRS5</i>	Publié 2013
Chiffre d'affaires	Nucléaire : + 3 à 6 % à p.c.c. Renouvelables : c. 450 M€	Nucléaire : + 7,1 % à p.c.c. Renouvelables : 389 M€	321 M€	Nucléaire : + 7,1 % à p.c.c. Renouvelables : 69 M€
EBE	> 1,1 Md€	911 M€	- 132 M€	1 043 M€
Cash-flow opérationnel libre avant impôts	Equilibre	- 2 M€	- 206 M€	+ 204 M€

À périmètre constant et hors effets de cessions

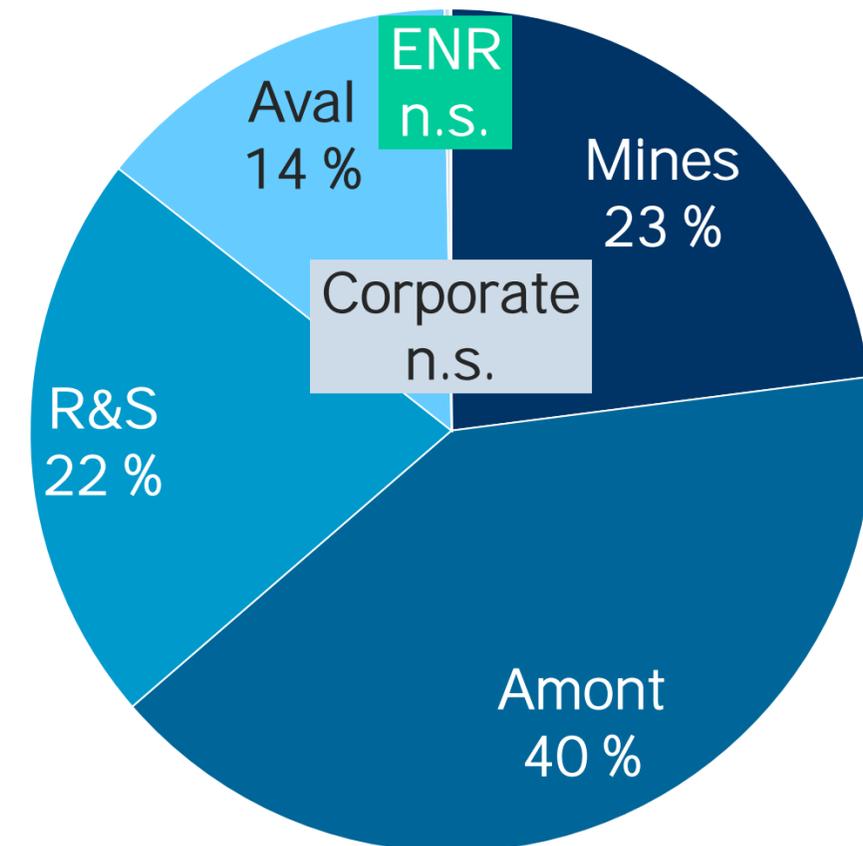
➤➤ Cash-flow opérationnel libre nettement positif sur le nouveau périmètre

Carnet de commandes : 4,5 ans de chiffres d'affaires

En Mds€



Répartition par BG - en % (Déc 2013)

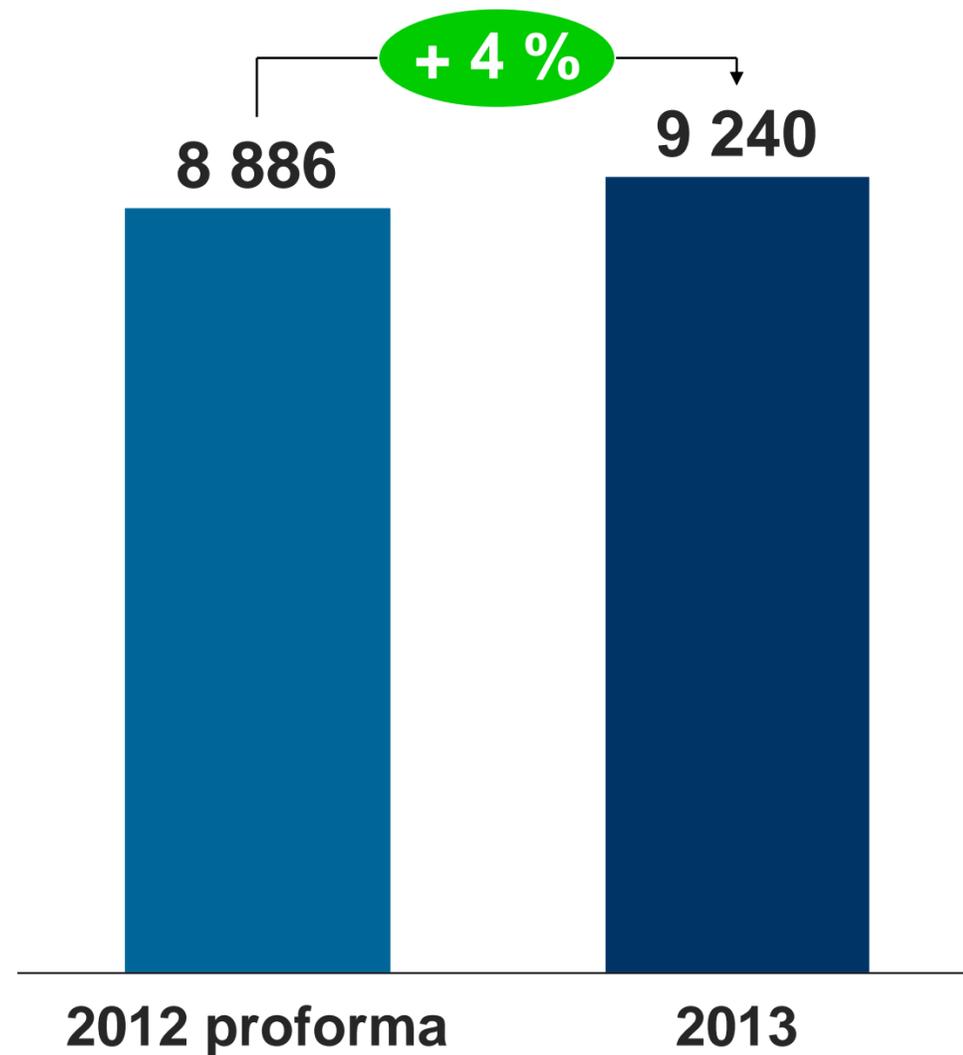


7,6 Mds€ de prises de commandes en 2013

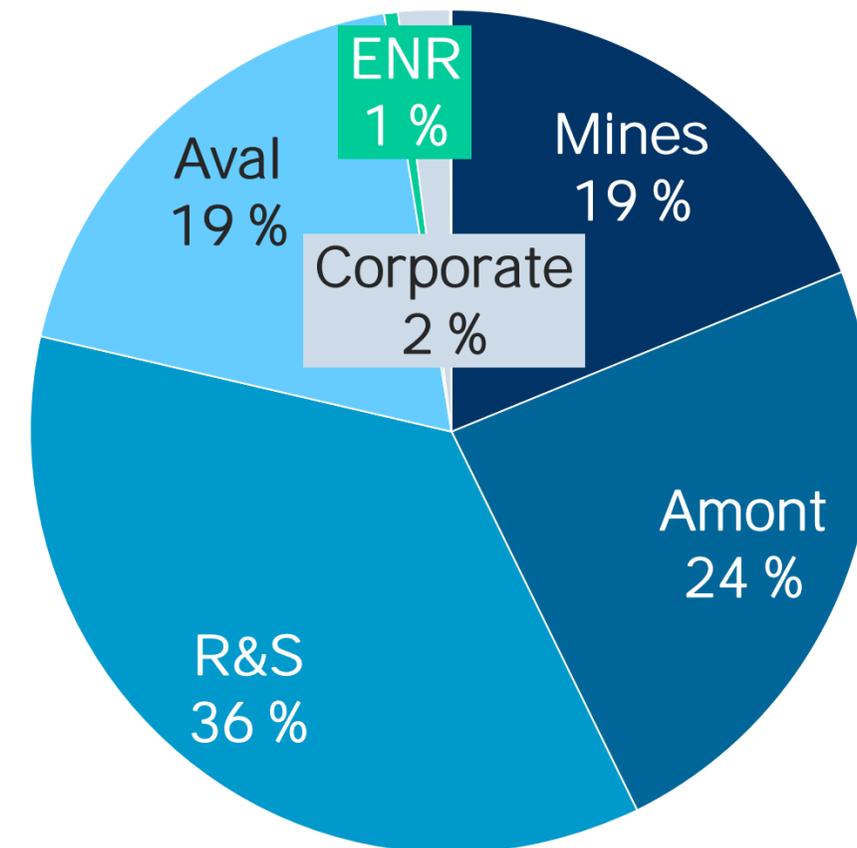
Ce montant n'intègre pas de prises de commandes au titre des accords conclus en octobre dernier avec le groupe EDF pour le projet EPR à Hinkley Point ni du contrat de traitement recyclage EDF pluriannuel 2013-2017

Chiffre d'affaires en forte hausse

En M€



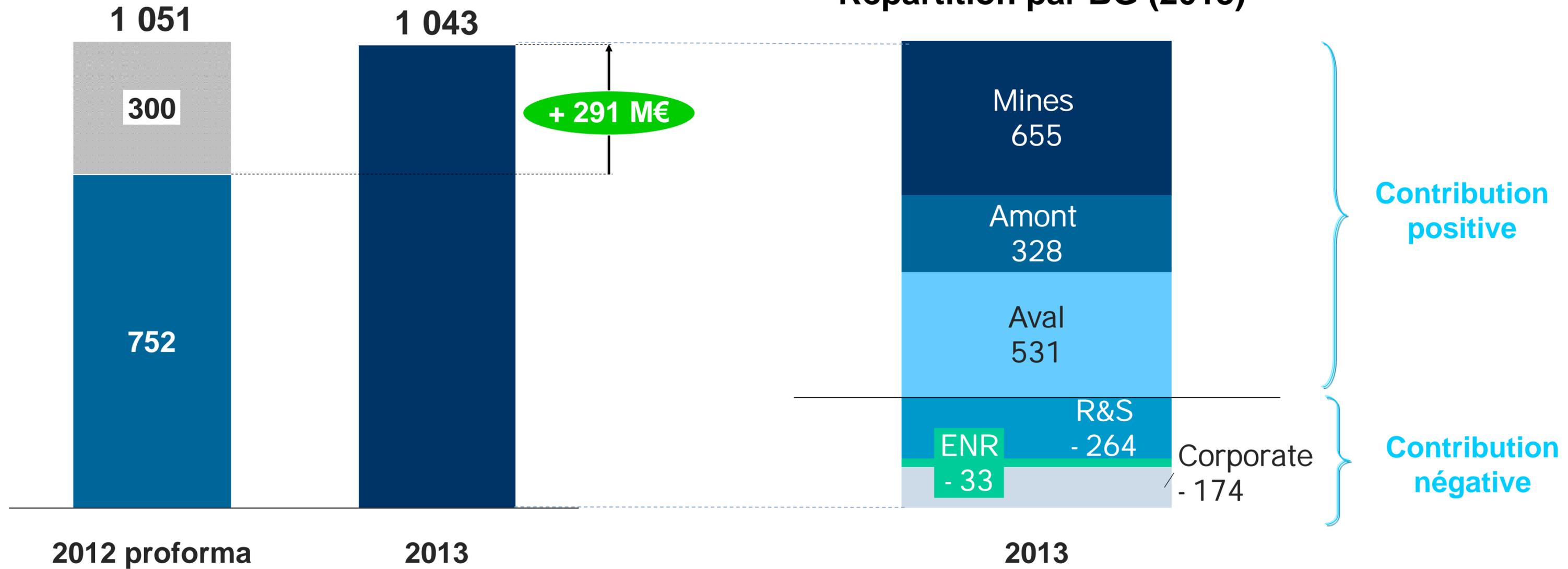
Répartition par BG - en % (2013)



Croissance organique des activités nucléaires : + 7 %

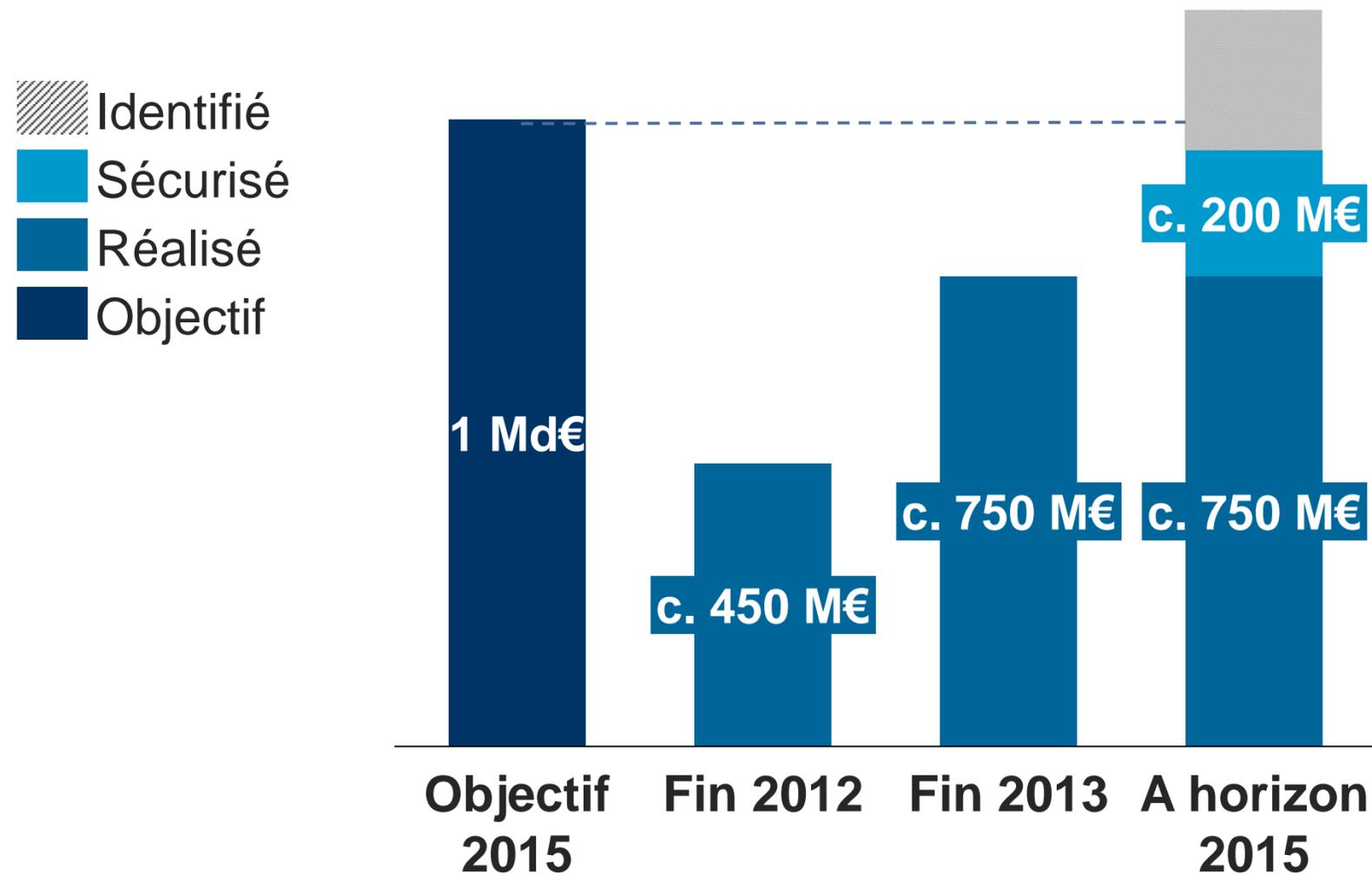
Progression de l'EBE

En M€



Réussite du programme de réduction des coûts : 75 % réalisé, 95 % sécurisé

Objectif : - 1 Md€ sur la base annuelle de coûts opérationnels à horizon 2015



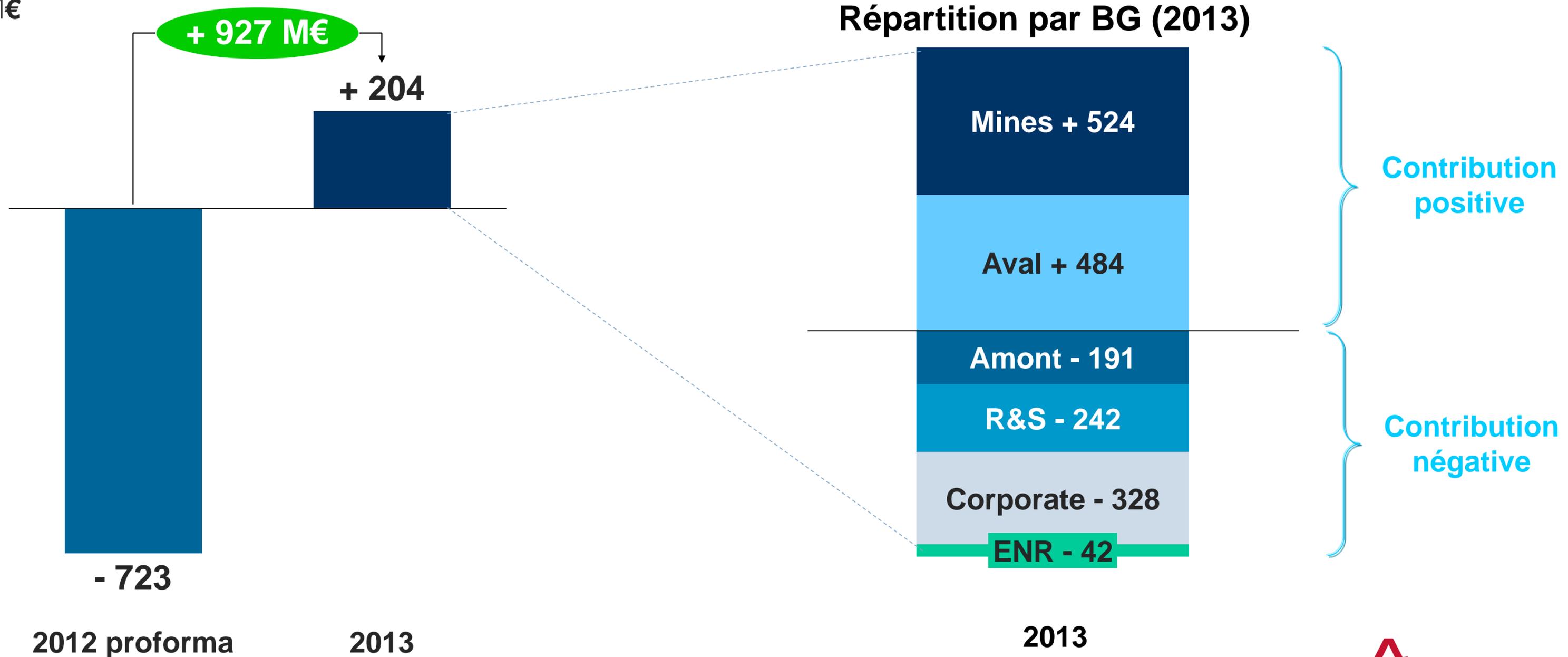
» Actions complémentaires dépassant l'objectif initial d'1 Md€

» 20 % de l'objectif 2015 sécurisé par des actions mises en œuvre à fin 2013

» 75 % de l'objectif 2015 réalisé par des actions mises en œuvre à fin 2013

Amélioration très significative du CFO libre

En M€



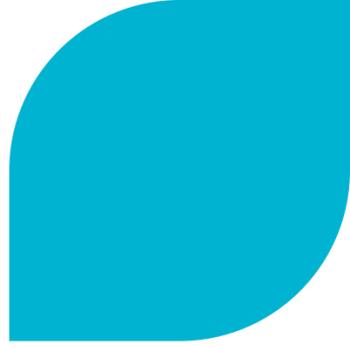
Résultats non-opérationnels 2013

En M€	2012 proforma	2013	Variation
Résultat opérationnel retraité*	88	11	- 77
Résultat opérationnel publié	306	11	- 295
Résultat financier	(318)	(248)	+ 70
Impôts	152	62	- 90
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	11	-	- 11
Résultat net des activités destinées à être cédées ou en cours de cession**	(214)	(238)	- 24
Résultat net part des minoritaires	24	71	+ 47
Résultat net part du groupe	(99)	(494)	- 395
<i>Résultat net par action (en euros)</i>	<i>- 0,26 €</i>	<i>- 1,30 €</i>	<i>- 1,04 €</i>

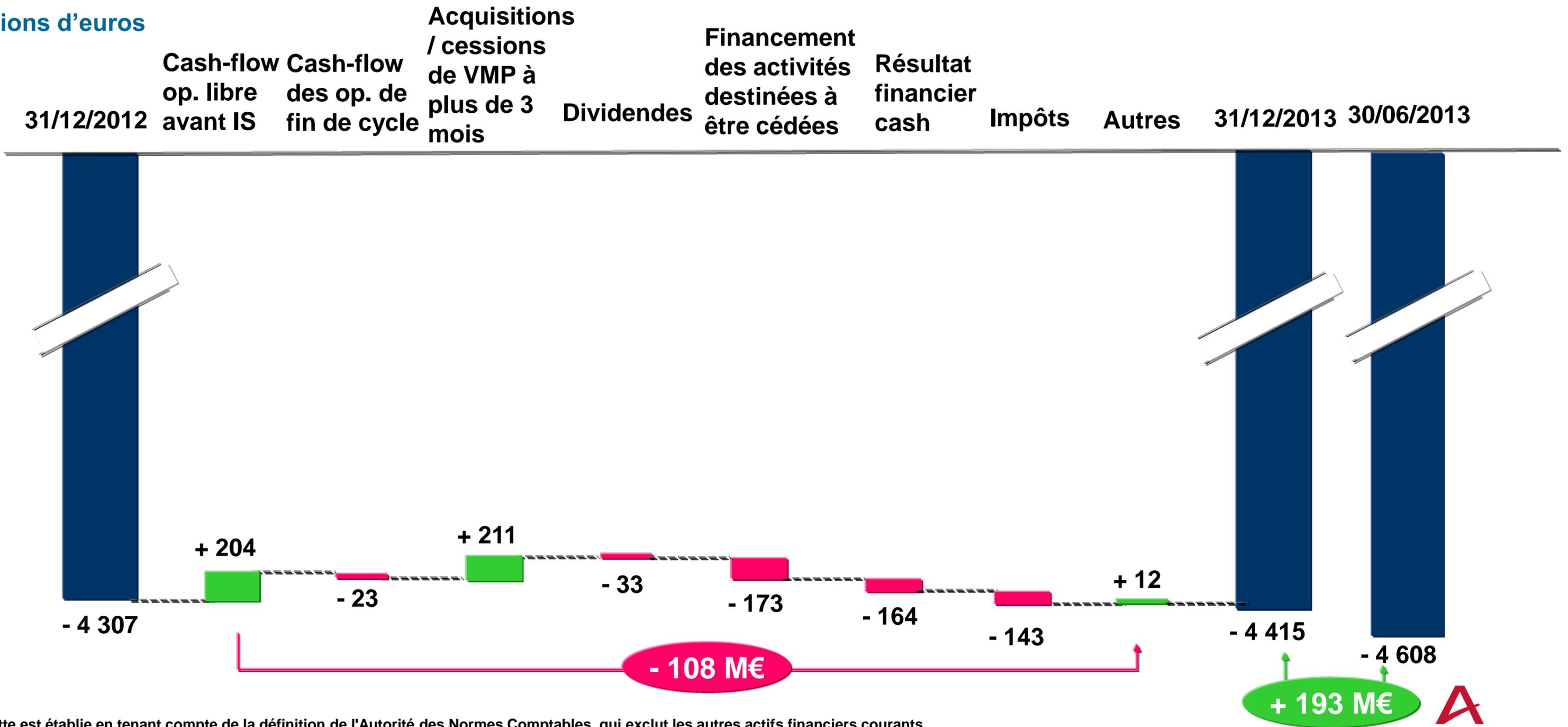
* Retraité des cessions 2012

** Le résultat net des activités destinées à être cédées ou en cours de cession comprend le résultat net des activités éolien offshore et solaire

Endettement net en légère hausse sur un an mais en baisse au 2nd semestre

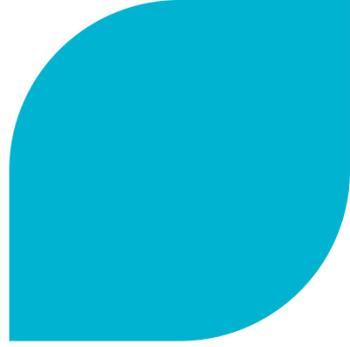


En millions d'euros

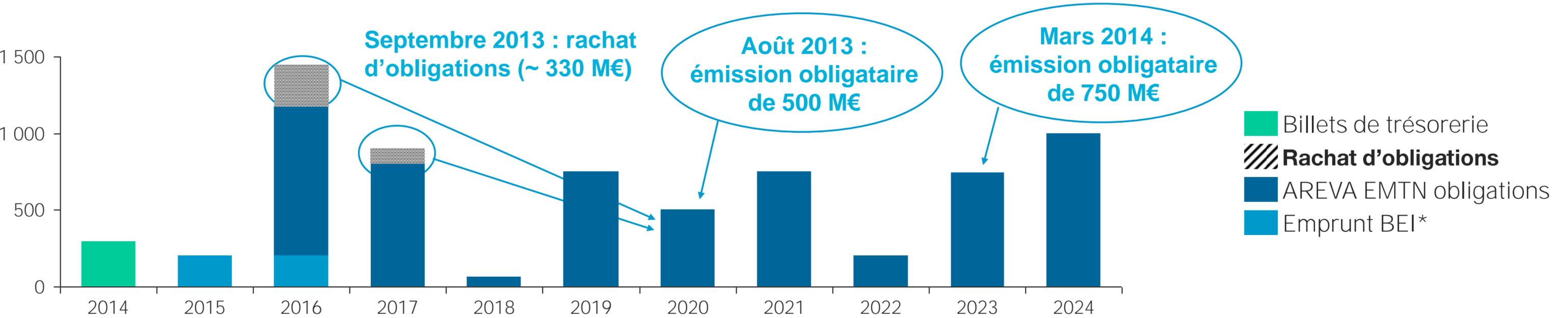


La dette nette est établie en tenant compte de la définition de l'Autorité des Normes Comptables, qui exclut les autres actifs financiers courants

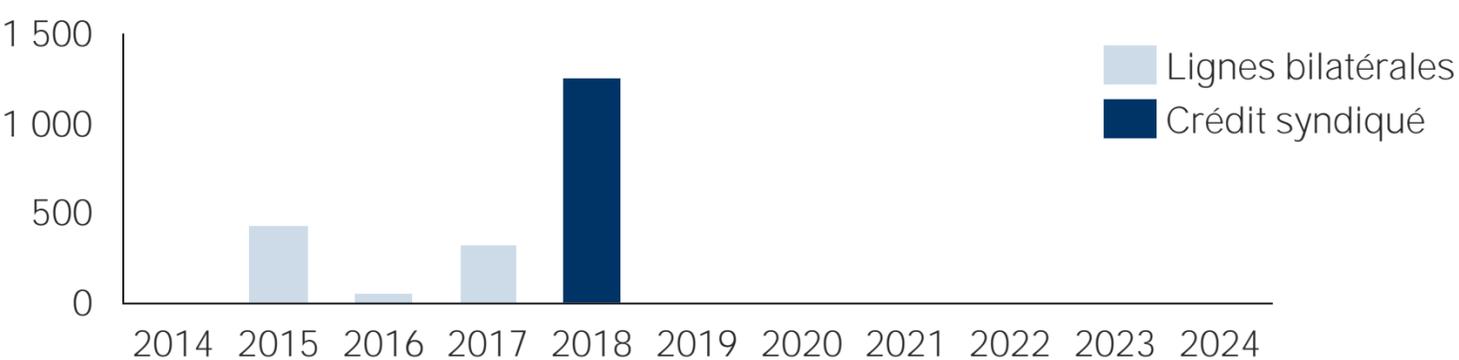
Renforcement de la structure de financement



Echéance des principales obligations financières (M€ au 30/04/2014)



Lignes de liquidités non-utilisées (M€ au 30/04/2014)



Durée de vie moyenne de la dette : 6,0 ans (au 30/04/2014)

Confirmation de la notation Standard & Poor's : BBB- / A-3 outlook stable

* BEI : Banque Européenne d'Investissement

Performance extra-financière



4,6 %
de travailleurs
handicapés

0 incident
de niveau 2
(échelle INES)



31 % de femmes
dans les organes
de gouvernance



Moyenne de
34h
de formation
par salarié



- 36 % d'énergie
consommée
en 2013 (MWh)



Plus de 1 500
alternants
en France

Perspectives

Faits marquants groupe début 2014

JANVIER

20

Création d'une coentreprise dans **l'éolien en mer** avec **Gamesa**

31

Livraison d'une centrale biomasse à **Eneco (Pays-Bas)**

FÉVRIER

6

Signature partenariat stratégique avec **Schneider Electric** dans le stockage **d'énergie**

MARS

12

Emission obligataire de **750 M€** à échéance **9 ans**

26

Signature d'une série d'accords avec **CNNC (Chine)**

AVRIL

15

Sélection pour la construction de **l'installation de traitement de déchets** sur le site de **Sellafield (Royaume-Uni)**

MAI

7

Acquisition d'**Euriware** par **Capgemini**
Sélection dans le cadre du **2^{ème} appel d'offres éolien en mer** français

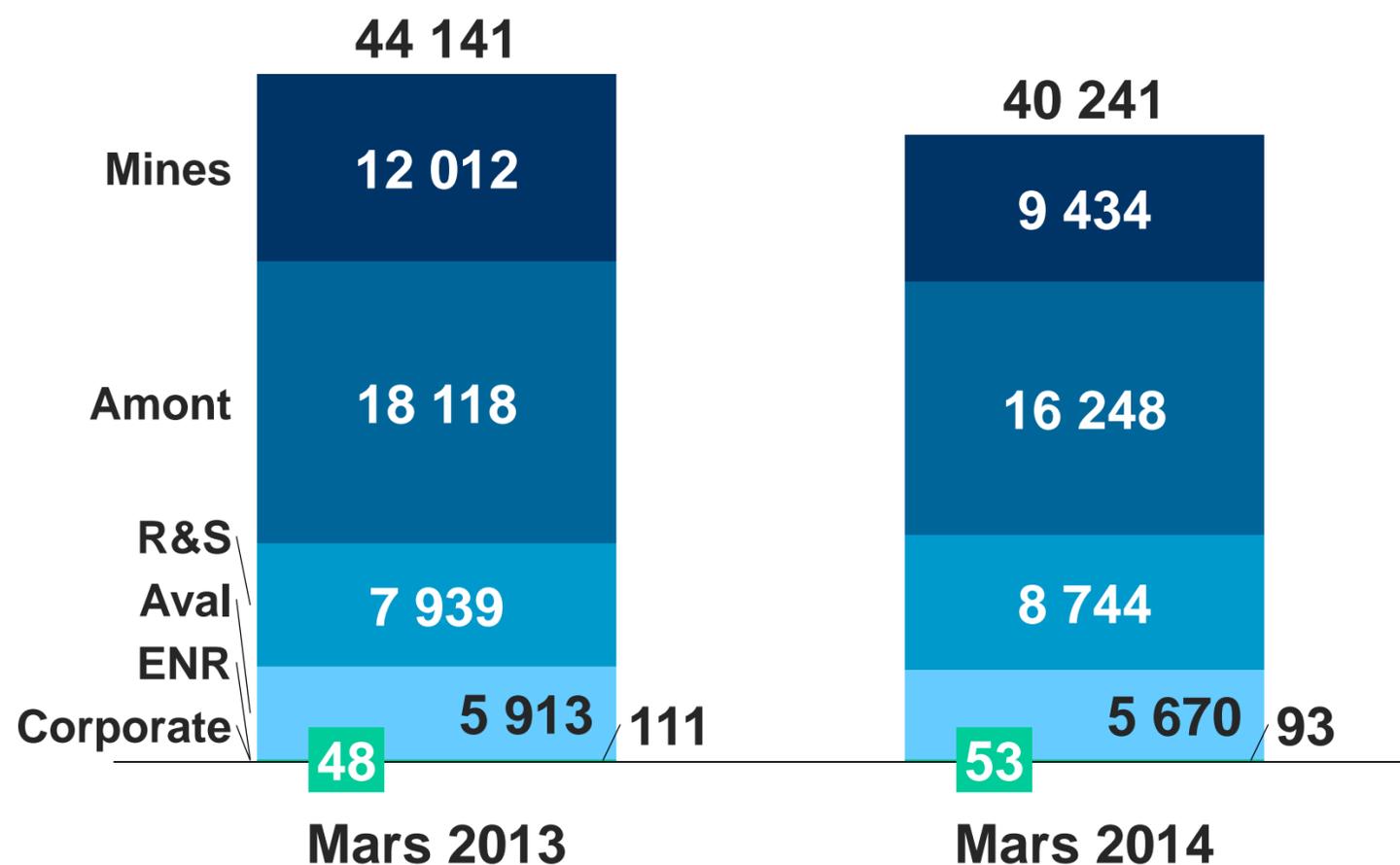
20

Assemblée Générale Mixte des Actionnaires

Performance au 1^{er} trimestre 2014

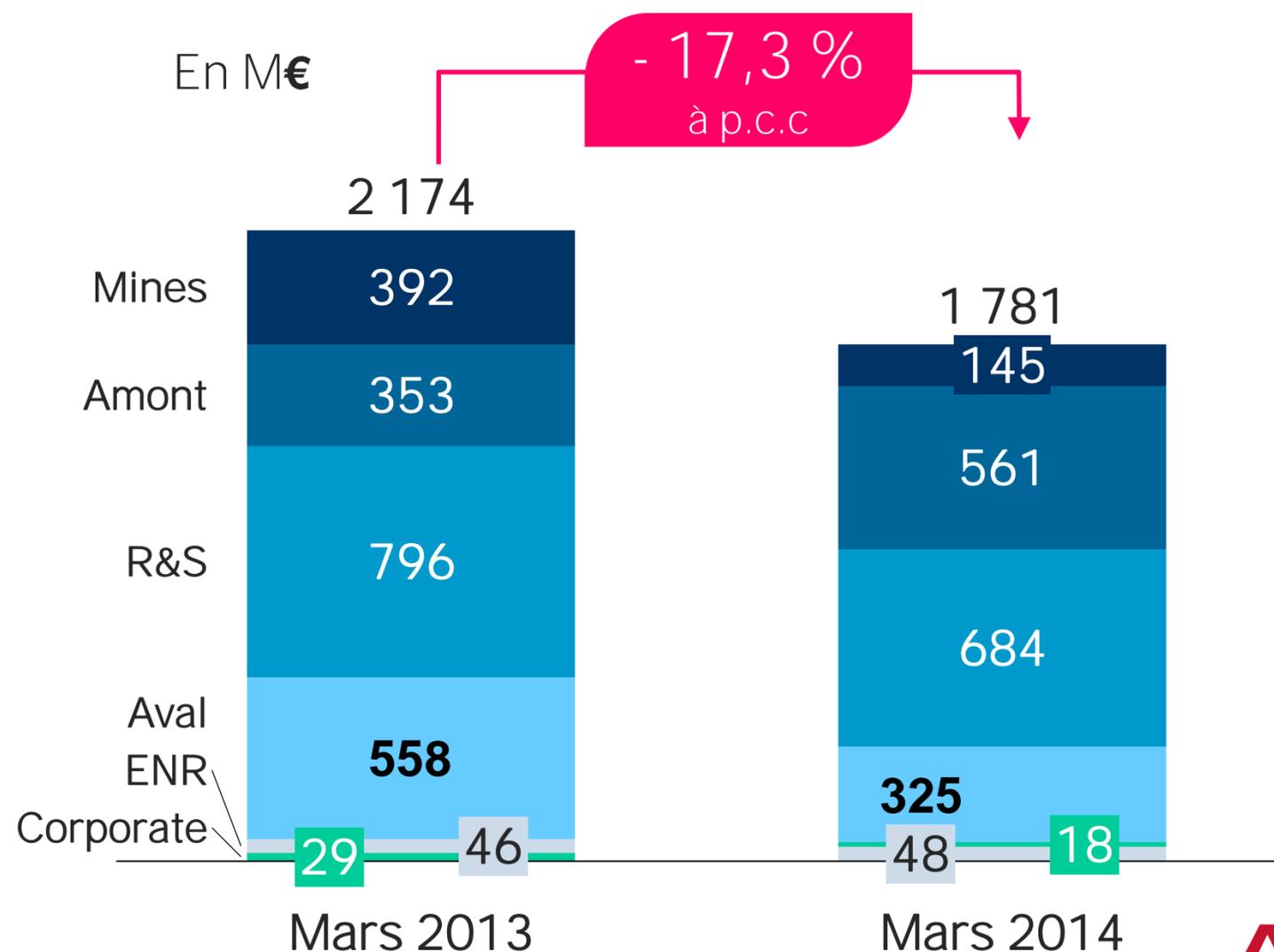
Maintien d'un carnet de commandes solide

En M€



Décroissance attendue du chiffre d'affaires

En M€



A court terme : faire face à une conjoncture incertaine

**Prix de marché dans
l'amont du cycle
inférieurs à ceux de 2011**

**Redémarrage des
réacteurs japonais plus
lent que prévu**

**Arrêt de 4 réacteurs aux
Etats-Unis dans un
environnement
économique difficile**

**Détérioration de la
situation financière des
électriciens occidentaux**

A plus long terme : être positionné pour tirer parti de la croissance future de la base installée

437 réacteurs en opération dans le monde à fin 2013 : stable vs 2012

Croissance de la capacité installée attendue

+ 48 % entre 2011 (391 GWe) et 2035 (578 GWe) selon l'AIE (World Energy Outlook - Nov 2013)

4 réacteurs connectés
en 2013

72 réacteurs en construction
dans 15 pays

Nouveaux programmes
nucléaires annoncés :

ex : Turquie, Pologne, Vietnam,
Arabie Saoudite...



Renouvellement / extension de la
flotte nucléaire de certains pays
:

ex : Royaume-Uni, Brésil



Perspectives financières

	2013 Proforma IFRS 11	Perspectives 2014	Perspectives 2015 - 2016
Chiffre d'affaires	9 062 M€	- 5 % à - 2 % à pcc	+ 4 à 5 % en moyenne / an
EBE (en % du CA)	10,7 %	Légère progression de la marge	+ 2 pts en moyenne / an
Investissements	1,4 Md€	1,3 Md€	1,1 Md€ en moyenne / an
Cash-flow opérationnel libre avant impôts	157 M€	Positif	Croissance significative du cash-flow opérationnel libre positif

À périmètre constant et hors effets de cessions

Politique de dividendes

- La mise en place d'une politique de dividendes en adéquation avec le plan stratégique Action 2016 a été approuvée par le Conseil de Surveillance lors de sa séance du 26 février 2014.
- Ainsi, pour le dividende 2015, arrêté sur la base des comptes 2014, le taux de distribution sera déterminé dans la limite de 25 % du résultat net part du groupe.

Commissaires aux Comptes

Rapports des commissaires aux comptes

■ Assemblée Générale à titre ordinaire

- Rapport sur les comptes annuels
- Rapport sur les comptes consolidés
- Rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés

■ Assemblée Générale à titre extraordinaire

- Deux rapports spéciaux sur les opérations sur le capital

Rapports sur les comptes annuels (synthèse)

Première résolution

- Comptes annuels de la société AREVA SA
(*Pages 275 et 276 du Document de référence*)
 - Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.
 - La justification de nos appréciations porte sur :
 - l'évaluation des titres de participation ;
 - les risques, litiges et passifs éventuels.

Rapports sur les comptes consolidés (synthèse)

Deuxième résolution

■ Comptes consolidés du Groupe AREVA (*Pages 188 et 189 du Document de référence*)

- Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.
- Nous attirons votre attention sur les notes suivantes de l'Annexe aux comptes consolidés :
 - note 24 qui expose les difficultés d'exécution de contrats d'étude et de réalisation d'éléments d'un réacteur prototype expérimental ;
 - note 24 qui décrit les modalités de comptabilisation du contrat OL3 et la sensibilité du résultat à terminaison aux risques juridiques et aux modalités opérationnelles de la fin de construction et d'essai ;
 - notes 1.2.5 et 9 qui exposent le traitement et l'incidence sur les comptes des activités destinées à être cédées ;
 - notes 1.18 et 13 qui décrivent les modalités d'évaluation des provisions pour opérations de fin de cycle.
- La justification de nos appréciations porte sur :
 - les estimations des résultats à terminaison ;
 - l'évaluation des provisions pour opérations de fin de cycle et des actifs financiers de couverture ;
 - les tests de dépréciation sur les actifs incorporels et corporels ;
 - la reconnaissance des impôts différés actifs ;
 - l'évaluation des avantages au personnel ;
 - les risques, litiges et passifs éventuels.

Autres rapports (synthèse)

■ Rapport sur les conventions et engagements réglementés (Quatrième résolution)

- Pages 341, 342 et 343 du document de référence.
- Aucune nouvelle convention ou engagement autorisé au cours de l'exercice
- Les conventions et engagements autorisés au cours d'exercices antérieurs et qui se sont poursuivis sur l'exercice 2013 sont présentés dans notre rapport spécial.

■ Rapports sur les opérations sur le capital (Assemblée Générale Extraordinaire)

- Rapport sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription (dixième, onzième, douzième et quatorzième résolutions).
- Rapport sur l'augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (seizième résolution).
- Nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces opérations qui s'inscrivent dans les conditions prévues par le Code de Commerce.

Présentation des résolutions

■ **Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2013**

- *Perte nette de 180 155 045,82 euros*

■ **Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2013**

- *Perte nette consolidée (part du groupe) de 494 M€*

Affectation du résultat de l'exercice 2013

- *Affectation de l'intégralité du résultat des comptes sociaux au compte Report à nouveau*
- *Absence de versement d'un dividende*

Résolution 4

- Conventions et engagements soumis aux dispositions des articles L. 225-86 et suivants et L. 225-90-1 du Code de commerce
- *Aucune nouvelle convention réglementée ni aucun nouvel engagement réglementé n'a été conclu*

- Fixation des jetons de présence alloués au Conseil de **Surveillance au titre de l'exercice 2014**
- *Montant proposé : 400 000 euros*
- *Montant identique à celui décidé pour les exercices 2012 et 2013*

Résolution 6

- Ratification de la nomination de Monsieur Pierre Blayau en qualité de membre du Conseil de Surveillance
- *Ratification de la nomination de Monsieur Pierre Blayau en qualité de membre du Conseil de Surveillance coopté par le Conseil de Surveillance du 24 juin 2013, en remplacement de Monsieur Jean-Cyril Spinetta*

Résolution 7

- Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au **titre de l'exercice 2013 à Monsieur Luc Oursel, Président et** membre du Directoire
 - *Recommandation du Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF révisé en juin 2013*
 - *Avis consultatif des actionnaires sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2013 au Président du Directoire de la Société (Cf. Chapitre 15.1.1 du Document de référence et Rapport du Directoire sur les résolutions disponibles sur le site internet www.areva.com)*

Résolution 8

- Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre **de l'exercice 2013 à Messieurs Philippe Knoche, membre du Directoire et Directeur général délégué, Olivier Wantz, membre du Directoire et Directeur général adjoint et Pierre Aubouin, membre du Directoire et Directeur général adjoint**
- *Recommandation du Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF révisé en juin 2013*
- *Avis consultatif des actionnaires sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2013 aux autres membres du Directoire de la Société (Cf. Chapitre 15.1.1 du Document de référence et Rapport du Directoire sur les résolutions disponibles sur le site internet www.areva.com)*

Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la société

- *Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions*
- *Limite : 10 % de son capital*
- *Prix d'achat par action maximum : 40 euros*
- *Montant global maximum : 1 532 819 400 euros*
- *Durée : 18 mois*

Résolution 10

- Délégation de compétence à donner au Directoire pour décider **l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières** donnant accès au capital de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription
- *Priorité à l'actionnaire pour souscrire à l'émission proportionnellement au nombre d'actions qu'il détient*
- *Montant nominal maximum : 436 000 000 euros*
- *Durée : 26 mois*

Résolution 11

- Délégation de compétence à donner au Directoire pour décider **l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières** donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public
 - *Offre au public*
 - *Montant nominal maximum : 145 000 000 euros*
 - *Durée : 26 mois*

Résolution 12

- Délégation de compétence à donner au Directoire pour décider **l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières** donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit **préférentiel de souscription, par offre visée au II de l'article L. 411-2** du Code monétaire et financier
 - *Offre auprès d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs*
 - *Montant nominal maximum : 145 000 000 euros*
 - *Durée : 26 mois*

- **Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires**
 - *Emission au prix de l'émission initiale au titre des résolutions 10, 11 et 12*
 - *Limite : 15% de l'émission initiale*
 - *Montant nominal de l'émission imputé sur le plafond autorisé pour l'émission initiale*
 - *Durée : 26 mois*

Résolution 14

Délégation de pouvoirs à donner au Directoire à l'effet de procéder à l'émission, sans droit préférentiel de souscription, d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 10 % du capital en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital

- *Emission réservée à l'apporteur*
- *Limite : 10% du capital social*
- *Montant nominal maximum : 145 000 000 euros*
- *Durée : 26 mois*

Résolution 15

- **Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes**
 - *Incorporation successive ou simultanée au capital de réserves, bénéfices, primes*
 - *Montant nominal maximum : montant des sommes pouvant être incorporées légalement*
 - *Durée : 26 mois*

- **Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la société ou de son groupe**
 - *Bénéficiaires : salariés et anciens salariés adhérents à un PEG ou PEE, des entreprises françaises ou étrangères du groupe*
 - *Prix de souscription déterminé par référence à la moyenne des 20 derniers cours de bourse, avec possible de décote de 20 ou 30 % selon la durée d'indisponibilité*
 - *Montant nominal maximum : 14 000 000 euros*
 - *Durée : 18 mois*

■ **Limitation globale des autorisations d'émission**

- *Plafond nominal global : 595 000 000 euros (plafond commun à toutes les résolutions, à l'exception de la 15^{ème})*
- *A l'intérieur de ce plafond:*
 - *Plafond nominal global des émissions avec maintien du droit préférentiel de souscription : 436 000 000 euros*
 - *Plafond nominal global des émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription : 145 000 000 euros*
 - *Plafond nominal de l'augmentation de capital réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son groupe : 14 000 000 euros*

Résolution 18

Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités

Échanges avec les actionnaires

Vote des résolutions

Assemblée Générale Mixte des Actionnaires 2014

Mardi 20 mai 2014
Paris La Défense

